

Jeremy Corbyn, un autre espoir

Bernard Marx

Alors qu'en France, le gouvernement Hollande-Valls et le Parti socialiste assument plus que jamais un genre de blairisme à la française, au Royaume-Uni, l'élection à la tête du Parti travailliste de Jeremy Corbyn, représentant de son aile gauche, est tout à fait possible, sinon probable.

Un séisme politique

« *Ce serait un séisme politique* », dit Philippe Marlière interviewé [sur le site Grey Britain](#), puisque la Grande-Bretagne est la deuxième économie de l'Union européenne et le Parti travailliste, « *parti de masse avec une emprise solide sur la société britannique* », l'un des partis de gauche les plus importants en Europe.

Interviewé par la presse européenne, Donald Tusk, le conservateur polonais et président du Conseil européen [avait lui-même lâché le morceau](#) sur la motivation de l'acharnement européen contre la Grèce : « *Avec ce qui se passe en Grèce est apparue l'illusion idéologique qu'il est désormais possible de changer le cours de l'Europe, qu'on peut construire une alternative à la vision traditionnelle de l'Europe de l'austérité. Je trouve l'atmosphère très similaire à celle de l'après 1968. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais un sentiment d'impatience en Europe.* »

Qu'il ne soit pas rassuré et c'est tant mieux. Le succès de la campagne de Jeremy Corbyn et a fortiori, si elle a lieu, son élection à la tête du Labour, montre que, malgré le dictat sur la Grèce, l'Europe n'en a pas fini avec les poussées populaires contre les politiques d'austérité et pour des transformations sociales progressistes. Un éclairage sur le programme de Jeremy Corbyn, notamment sa partie économique, n'est donc pas inutile. Avec deux observations préalables.

Naissance d'un mouvement

D'abord le fait que, [comme l'écrit le dramaturge David Edgar](#), « *pour la première fois de ma vie, un nouveau leader travailliste pourrait être élu non par un accord ou une campagne, mais par un mouvement* ». « *Cet été, constate Jeremy Corbyn, un nombre sans précédent de personnes est venu à mes meetings. Nous sommes en train de redécouvrir nos racines et notre démocratie.* » Le nombre d'adhérents au parti travailliste, explique dans Mediapart le journaliste Sébastien Martin, a bondi depuis que son nom est cité comme favori : de 200.000 membres lors des élections législatives de mai, le Labour est passé à 300.000. 121.000 sympathisants se sont enregistrés pour voter. À quoi il faut ajouter quelques 180.000 syndicalistes également votants.

Mais l'émergence d'un nouveau mouvement dépasse le seul cadre du Parti travailliste. « *En l'espace de quelques semaines, lui a écrit la leader du parti vert britannique Caroline Lucas, vous avez apporté quelque chose dans votre parti qui a disparu depuis bien trop longtemps : l'espoir. Et ce n'est sans doute pas une coïncidence si la première élection véritablement démocratique dans l'histoire récente de votre parti produit une telle résurgence. En travaillant ensemble dans les semaines et mois à venir, ajoute-t-elle, nous pouvons continuer de développer ensemble ce mouvement, à la création duquel vous avez joué un rôle considérable. Grâce à des pactes électoraux potentiels, nous avons une chance de battre les conservateurs en 2020.* »

Changer l'Europe

Ensuite la question de l'Europe. Un Royaume-Uni menant une politique anti-austérité n'aurait à subir ni le carcan des règles de la zone euro, ni l'énorme coût d'une sortie de la zone. Cela n'empêche pas qu'il aurait certainement à se protéger contre les pressions des capitaux et des marchés financiers. Mais, dans l'immédiat, la question n'est pas là. Elle est de répondre à la politique de David Cameron qui entend renégocier les conditions de la participation britannique à l'Union européenne avant de poser la question du maintien ou non du Royaume-Uni par referendum. Et, déjà, les opposants travaillistes de Jeremy Corbyn le somment de dire qu'il appellera à voter

pour le maintien. Jeremy Corbyn a répondu d'une façon intéressante. Il ne se place pas dans la perspective d'une sortie du Royaume-Uni de l'Europe pour mener en solo une politique progressiste, mais dans celle d'une alliance avec les autres forces progressistes européennes pour la faire changer.

« Les travaillistes, dit-il, devraient définir clairement leurs propres positions en collaboration avec nos alliés européens afin d'élaborer un programme de réformes qui bénéficient à tous les Européens, à travers le continent. Nous ne pouvons pas être satisfaits de l'état actuel de l'Union européenne. Mais cela ne doit pas conduire à la quitter, mais à rester et à lutter ensemble pour une Europe meilleure. » Et il renvoie la balle à ses adversaires, qui laissent David Cameron entièrement libre de négocier de nouvelles régressions sociales, au nom d'un maintien du Royaume-Uni dans l'Europe. Au contraire, dit-il, il faut intervenir sur ces négociations et porter des exigences sur des questions comme les droits des travailleurs, l'environnement, les impôts et la défense des salaires.

Moderne, crédible et de gauche

Le programme économique de Jeremy Corbyn a deux axes principaux. D'une part il rejette l'austérité. « *La crise bancaire*, explique-t-il, *n'a pas été provoquée parce que nous avons trop construit d'écoles ou d'hôpitaux.* » Il s'oppose aux attaques contre les allocations sociales, rejette les privatisations des services de santé et veut supprimer les frais d'inscription dans les universités qui s'élèvent maintenant à l'équivalent de 12 000 euros par an.

D'autre part, il veut combattre le déséquilibre de l'économie britannique, plus que jamais axée sur les activités financières. Il veut un retour de la puissance publique et de l'État, afin d'investir dans les infrastructures et l'innovation de l'économie durable de l'avenir, notamment dans le logement, les transports, le numérique et les nouvelles énergies. Pour cela, Jeremy Corbyn propose principalement deux alternatives à la politique d'austérité budgétaire de David Cameron et George Osborne : la mise en place d'une banque nationale d'investissement qui serait financée par la suppression d'allègements fiscaux et de diverses subventions au secteur privé ; et un "quantitative easing" (QE – politique d'assouplissement monétaire) « *pour le peuple* ». Il prône également la renationalisation des chemins de fer, des producteurs d'électricité et évoque celle de la Royal Bank of Scotland.

Tout l'establishment du parti travailliste est vent debout. C'est [ce que l'économiste Simon Wren Lewis appelle](#) l'ABC (Anyone But Corbyn. tout Sauf Corbyn). Un sommet d'outrance a été récemment atteint [par Tony Blair qui a comparé](#) Jeremy Corbyn à Donald Trump et à Marine Le Pen. Au-delà de l'ignominie, traduisant sans doute une grosse inquiétude, l'argumentaire ne varie pas et ne diffère pas de celui des tenants du social-libéralisme d'un côté comme de l'autre de la Manche : politique "vintage" qui ramènerait aux temps obsolètes de l'après-deuxième guerre mondiale et ne pourrait répondre aux exigences du monde économique moderne ; et absence de crédibilité économique qui ferait les beaux jours du Parti conservateur.

Des économistes interviennent

Des économistes de renom, loin d'être des gauchistes et qui ne partagent pas forcément toutes les propositions de Jeremy Corbyn contribuent utilement au débat contre ce dénigrement. « *Corbyn devrait être applaudi et non pas cloué au pilori, lorsqu'il porte à l'attention du public ces questions sérieuses autour du rôle de l'État, et des meilleurs moyens de financer ses activités. Le rejet qu'il suscite témoigne de cette dangereuse suffisance dont font preuve les élites politiques actuelles* », [affirme ainsi Robert Skidelsky](#), économiste keynésien émérite et membre de la Chambre des lords.

Quarante-deux économistes ont publié [un appel soutenant le combat de Jeremy Corbyn contre l'austérité](#). « *Jeremy Corbyn et ses partisans sont accusés d'avoir des positions d'extrême gauche dans le domaine de la politique économique. Mais cela ne correspond ni à ses déclarations ni à ses propositions politiques. Son opposition à l'austérité fait maintenant partie de l'économie "mainstream". Elle est même soutenue par le très conservateur FMI.* »

« *C'est la politique et les objectifs du gouvernement actuel qui sont extrémistes* », [a commenté David Blanchflower](#), professeur d'économie au Dartmouth College, ancien membre de la Banque du Comité de politique monétaire de l'Angleterre et signataire de l'appel. « *La tentative de produire un budget public équilibré par des*

réductions des dépenses a échoué dans la législature précédente et nous pensons qu'elle échouera à nouveau. L'augmentation de la pauvreté des enfants et les coupes dans le soutien des plus vulnérables sont totalement injustifiables. La diminution des investissements publics au nom de la prudence est une erreur. Elle empêche la croissance, l'innovation et la productivité. In fine, cette politique génère une diminution des recettes fiscales et une augmentation du poids réel de la dette publique. »

Une autre signataire de cet appel, [Marianna Mazzucato](#), professeure d'économie à l'université du Sussex, fustige l'idée que la modernité politique consisterait à être « *l'ami de l'entreprise et des affaires* ». Les révolutions dans tous les secteurs clés modernes, [explique-t-elle](#), d'Internet à la biotechnologie, la nanotechnologie et l'industrie émergente de technologies "vertes" se sont toutes appuyées sur les investissements stratégiques du secteur public pouvant seul investir en situation de grand risque et de grande incertitude, avant que le secteur privé ne soit prêt à le faire. « *Nous avons donc, dit-elle, absolument besoin d'un nouveau récit sur la richesse de la nation qui est créé par tous – et pas seulement par les entreprises.* » Et ce, pas seulement pour la création de "systèmes d'innovation" publics-privés modernes et efficaces, mais aussi pour la construction d'une base plus solide pour l'Etat-providence, l'autre pilier vital d'une économie moderne.

Robert Skidelsky [prend lui aussi la défense](#) de la création d'une banque nationale d'investissement. « *En fonction du mandat conféré à cette institution, écrit-il, un programme d'investissement conduit par l'État pourrait permettre de rééquilibrer l'économie britannique, en l'éloignant des activités spéculatives privées pour la rapprocher d'investissements à long terme vers une croissance durable, ainsi qu'en la déplaçant depuis le Sud-Est de l'Angleterre vers le centre et le Nord du pays. D'autre part, dans un contexte de déclin, voire de semi-déclin, une proportion d'épargne privée supérieure à la normale se trouve détenue sous forme de liquidités ou d'équivalents proches (bons du Trésor à court terme). La présence d'une Banque nationale d'investissement pourrait permettre de remobiliser cette "épargne dormante", via l'émission d'obligations en matière de développement d'infrastructures.* »

"QE" pour le peuple

La proposition la plus neuve du programme de Jeremy Corbyn est sans doute celle d'un "quantitative easing pour le peuple". Le quantitative easing, tel qu'il est actuellement pratiqué par les banques centrales des USA, du Japon, de la BCE ou du Royaume-Uni, consiste à faire de la création monétaire à grande échelle pour racheter des actifs financiers, notamment des titres de dette publique, auprès de banques ou de grandes entreprises. L'objectif est de stimuler les dépenses privées de consommation et d'investissement en situation d'inflation très faible ou de quasi déflation, via notamment la facilitation du crédit. Mais cette politique monétaire échoue largement à relancer le financement des investissements et de la consommation laminés par la pression sur les salaires et les dépenses publiques. Le quantitative easing actuel alimente surtout les investissements spéculatifs et la formation de bulles financières.

Le "quantitative easing pour le peuple" organiserait au contraire une sélectivité beaucoup plus forte de la création monétaire vers le financement des infrastructures et des investissements publics. L'argent émis par la banque centrale serait distribué directement aux institutions de logement, aux conseils locaux, ainsi qu'aux banques d'investissement nationales ou régionales.

L'économiste Simon Wren Lewis [critique cette proposition](#) au motif qu'elle conduirait à remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale. Dans le cadre du QE pour le peuple, celle-ci devrait en effet travailler avec l'État et les banques nationales ou régionales d'investissement, et même avec les citoyens, pour choisir les investissements sélectionnés. Il préfère l'idée de "Canadair monétaire", consistant à émettre de la monnaie sous la forme d'un arrosage direct et indifférencié de revenus à la population. Mais l'indépendance des banques centrales – qui n'a de réalité que vis-à-vis des États et pas du tout vis-à-vis des marchés financiers – ne doit certainement pas être un tabou.

Pour Robert Skidelsky, l'intérêt du QE pour le peuple de Jeremy Corbyn est de renforcer le financement des investissements prioritaires sans creuser la dette nationale. C'est pourquoi, souligne-t-il, un "QE pour le peuple" serait « *aussi pleinement valable pour la zone euro, qui est confrontée à une croissance nulle et à une déflation* ».

Les résultats du vote seront connus autour du 20 septembre. L'élection de Jeremy Corbyn serait une bonne nouvelle et pas seulement pour les Britanniques, même si la partie ne serait pas facile, compte tenu, notamment, du faible poids de ses partisans parmi les députés travaillistes.